

## Changements structurels de l'agriculture et économie en transition : des expériences de construction d'une économie de marché en Albanie

**Distaso M.**

*in*

Camarda D. (ed.), Grassini L. (ed.).  
Local resources and global trades: Environments and agriculture in the Mediterranean region

**Bari : CIHEAM**

**Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 57**

**2003**

pages 197-206

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=4001971>

To cite this article / Pour citer cet article

Distaso M. **Changements structurels de l'agriculture et économie en transition : des expériences de construction d'une économie de marché en Albanie.** In : Camarda D. (ed.), Grassini L. (ed.). *Local resources and global trades: Environments and agriculture in the Mediterranean region.* Bari : CIHEAM, 2003. p. 197-206 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 57)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# CHANGEMENTS STRUCTURELS DE L'AGRICULTURE ET ÉCONOMIE EN TRANSITION. DES EXPÉRIENCES DE CONSTRUCTION D'UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ EN ALBANIE

Michele Distaso

Dipartimento di Scienze Economiche, Università di Bari, Italie

“Nous devons nous approcher des valeurs non avec une attitude passive, mais avec le goût de l'analyse”  
(Amartya K. Sen)

## RÉSUMÉ

Cette note a le principal but de donner une interprétation à l'évolution de l'économie albanaise suivant l'approche qui tient compte des relations entre développement économique et développement humain et civil. À partir d'une analyse de la dynamique structurelle de l'agriculture, nous avons cherché - par une redéfinition du concept de “transition” qui va d'une économie de non marché à une économie de marché - de comprendre la nature des changements socio-économiques et institutionnels en cours dans le Pays balkanique.

Les particulières caractéristiques de la transition albanaise ont déterminé un cas, peut-être unique, de libéralisme appliqué au secteur primaire. Ce “modèle” d'agriculture, toutefois, exige une intervention active de l'État, surtout dans les pays où l'initiative privée est faible. Si à ceci l'on ajoute la faiblesse du marché, non seulement dans la gestion des “biens de position” et des “bien publics” mais aussi dans la réglementation des comportements individuels, on comprend la nécessité d'individuer le rôle différent de l'état dans la régulation du système économique et, en même temps, dans une réorientation des comportements individuels mêmes. Cette vision s'est révélée utile à la société albanaise, qui historiquement fonde son *ethos* sur la famille (étendue), plus que sur la responsabilité individuelle.

Dans une économie où prévalent la population rurale, la petite exploitation agricole familiale et le modèle de la famille étendue, toute hypothèse de développement doit tenir compte de ces contraintes structurelles et institutionnelles. Notre analyse a essayé d'individuer l'incidence que la famille étendue exerce sur les comportements individuels et de groupe. Cette *influence progressive* déjà active dans la société est capable d'initier un processus de développement. L'analyse empirique, en outre, a mis en évidence, d'un côté, le grand nombre de petites et de très petites exploitations agricoles, souvent d'auto-consommation et, de l'autre, le manque d'un système d'exploitations, dû essentiellement au manque de coopération entre les opérateurs et le manque d'*identification* d'intérêts des producteurs par rapport aux intérêts de la société. Voilà l'action politique et, par conséquent, le rôle économique de l'Etat qui ne se limite pas à la traditionnelle activité d'allocation des ressources et des transferts sociaux, mais il s'étend à la construction et au renforcement d'identités collectives.

## 1. INTRODUCTION

Le problème de l'évolution structurelle et de l'organisation économique d'un secteur productif ne peut pas être pleinement compris s'il n'est pas situé dans un système au sein duquel il constitue un élément interagissant dynamiquement avec les autres. Par ailleurs, l'encadrement des problèmes de secteur dans une optique de système se justifie aussi par le fait que l'analyse des conditions structurelles et évolutives de l'agriculture dans les économies en transformation peut fournir des indications qui concernent le système économique. En particulier, l'examen de la dynamique structurelle de l'agriculture peut aider à comprendre la nature du changement social, économique et institutionnel dans un pays comme l'Albanie qui se trouve encore dans la phase de “transition” d'une économie de non-marché à une économie de marché. Insérer, donc, ce problème dans un système plus vaste signifie adopter une vision précise des différents secteurs productifs d'une économie, mais aussi un point de vue qui considère la croissance de la production agricole et zootechnique (ou la croissance-même du PIB) comme un moyen pour atteindre d'autres fins. Nous retenons que la croissance de la productivité représente - comme dans chaque pays en développement - le problème crucial de l'économie albanaise vu l'étroite corrélation

entre la croissance du revenu par tête et la hausse de la productivité. Toutefois, compte-tenu de la situation générale de l'Albanie, nous croyons - avec Adam Smith - que la croissance des revenus individuels doit être considérée comme la "nécessaire qualité requise" du développement humain et civil (Sylos Labini, 2000, p. 27). Cela nous permettra d'individuer un but à l'actuel processus de changement et de le représenter dans l'élargissement et dans l'extension de la liberté politique et culturelle, aussi bien dans les sphères de la vie individuelle que celles de la vie sociale.

## 2. L'ÉCONOMIE ALBANAISE: TRANSITION OU TRANSFORMATION?

L'Albanie, depuis 1991, est conventionnellement considérée comme pays en transition d'une économie centralement planifiée à une économie de marché. Par cette qualification, on suppose chez les pays se trouvant dans une situation comparable la similarité du processus transitionnel en ses phases initiale et finale en tant qu'aboutissement escompté au même objectif. Ceci ne met pas en évidence les différences qui les distinguent les uns des autres et les particularités de leurs problèmes économiques respectifs. C'est particulièrement valable pour l'Albanie, étant donné que ce pays présente des problèmes qui sont communs, d'un côté, à ceux des autres pays en transition, et de l'autre, à ceux des pays en voie de développement.

À partir de la période de transformation incontrôlée, l'Albanie se trouve dans un état de vive tension entre désir de développement et résistance au changement. On comprend comment, dans ces conditions, repérer de possibles solutions aux problèmes économiques ou formuler des hypothèses de développement se révèle particulièrement difficile. Et c'est justement cette difficulté qui nous incite à rechercher de nouvelles explications.

Pour interpréter l'évolution de l'économie albanaise suivant l'approche qui privilégie les relations entre développement économique et développement humain et civil, il pourrait être utile de partir du véritable sens de la catégorie analytique de la transition. L'idée de transition veut exprimer une transformation de l'économie ou le début d'un processus de changement qualitatif de la structure économique d'un pays. Si la transition implique seulement un passage d'un système de production à un autre et une reconstruction organisationnelle et institutionnelle de l'économie, alors nous pouvons affirmer que l'Albanie est, sans doute, un pays en transition. Pour la forme la plus radicale du "socialisme réel", il est à *nouveau* un pays en voie de développement. Une telle définition trouve sa justification par le fait que, à partir de 1991, l'Albanie est redevenue un pays principalement agricole. Le recul aux premiers stades du processus de développement est justifié par deux indicateurs significatifs: a) le poids de l'agriculture, mesuré en termes d'emploi, augmente jusqu'à atteindre plus des 2/3 de l'effectif total de travailleurs à la fin des années 90; b) le revenu moyen familial affecté à l'alimentation constitue  $\frac{3}{4}$  du revenu total moyen de la famille albanaise (56,5% en 1989) (Trzeciak-Duval, 1999). En outre, l'incidence de la production agricole sur le PIB a augmenté d'une moyenne de 33% pendant les cinq dernières années (1986-90) de l'économie planifiée à 53% pendant les cinq dernières années (1996-2000) de l'économie de transition. Dans ce cadre, le secteur zootechnique revêt une importance économique qui a cru pendant la dernière décennie. La valeur des produits zootechniques représente presque la moitié de la valeur du produit agricole brut. L'économie de l'élevage de bétail a eu un dynamisme non-vérifiable dans les deux secteurs productifs (herbacé et arborescent) de l'agriculture. La recherche appliquée que nous avons effectuée dans une enquête à "interviews" directes effectuée dans quatre Départements de l'Albanie (Malësi et Madhe, Mirditë, Lushnjë et Saranda) a montré que, malgré les contraintes structurelles dues à la moyenne dimensionnelle faible des exploitations agricoles, les possibilités de développement concernent justement ces exploitations familiales qui caractérisent la structure et l'organisation de l'agriculture albanaise.

L'augmentation de l'offre sur les marchés des produits de l'élevage signifie qu'il y a eu une réponse spontanée des exploitations par l'adaptation de leur production à une demande en rapide expansion. Notre recherche a vérifié que l'augmentation de la production zootechnique ne représente pas simplement la réalisation de l'objectif de combler la pénurie de viande dans la diète alimentaire moyenne par tête, mais peut être le prodrome d'un développement autonome. En d'autres termes, le développement de la production zootechnique, déterminée par l'expansion de la demande, peut avoir une influence propulsive à la création d'une mentalité de croissance chez les exploitations et à stimuler une amélioration de l'organisation du processus productif. Si cette hypothèse se vérifie, nous pourrions affirmer que les exploitations auront suivi la même stratégie qui est en principe conseillée aux pays sous-développés dans les premières phases de développement, lorsqu'il leur est recommandé d'opter pour des projets dont la production trouverait facilement des débouchés dans des contextes où la demande est en expansion (Hirschman, 1988, pp. 140-141).

Ce dynamisme de la production zootechnique est, donc, indicatif d'un parcours possible de développement. La validité de cette affirmation est démontrée par la présence, surtout dans les Départements de l'Albanie centrale et méridionale, d'exploitations qui peuvent être considérées à l'avant-garde d'un processus qui peut porter l'agriculture à une plus haute productivité et à une organisation plus efficiente.

Pour mieux comprendre ce dynamisme, il est nécessaire, comme nous l'avons affirmé dès le début, de situer le problème de l'évolution structurelle et organisationnelle du secteur agricole dans le processus de changement socio-économique. La discussion qui suit aura pour objet une analyse des conditions qui permettent un tel changement. Elle vise une réponse à la question: les adaptations des exploitations agricoles ont-elles porté le système économique à poser les bases d'un nouveau type de développement?

### 3. LA TRANSITION COMME CHANGEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Pour l'Albanie, le problème de la transition se pose non-seulement en termes de passage d'une économie planifiée et étatique à une économie de marché. L'idée de transition est efficace lorsqu'elle veut rendre compte synthétiquement de la phase actuelle de recherche d'une nouvelle organisation politico-économique et socio-institutionnelle, tandis qu'elle ne le serait pas autant si elle voulait refléter la réalité de leur évolution. Les changements de l'économie albanaise pendant les premières années de transition ont été aussi rapides que peu incisifs dans la détermination d'une structure productive et organisationnelle différente. Une interprétation adéquate de la nature de tels changements doit tenir compte de ce qui suit.

La transition "de l'état au marché" ne correspond pas à la réelle transformation des pays balkaniques, comme dans n'importe quel pays en transition, et ceci pour trois ordres de raisons: 1) le marché n'a pas de valeur normative, puisque l'économie de marché est un modèle historique; 2) le marché ne peut pas fonctionner sans aucune intervention de régulation de nature institutionnelle; 3) les mêmes pays à "économie de marché" n'ont jamais été dans une situation de marché pur, mais ils ont toujours adopté, en mesures variables, des formes mixtes d'organisation économique et sociale. Il s'agit de trouver des formes nouvelles "d'économie mixte" dans lesquelles l'État a un rôle économique moins pesant, mais important.

Pour ces motifs, il est plus approprié de parler de "changement socio-économique" qui tout en abondant dans le sens de développement économique, s'avère plus conforme à la réalité albanaise. En particulier, cette conception de la transition serait valable si nous la rapportions à l'évolution de l'agriculture au cours de la décennie écoulée.

Le secteur primaire est passé d'une organisation rigoureusement collectiviste de la structure productive à celle fondée sur la libéralisation et privatisation des activités économiques. Ce passage drastique explique quelques caractéristiques particulières de la transition albanaise. Elle s'est d'emblée caractérisée, par rapport à d'autres processus similaires, comme une transition *rapide*, "*spontanée*", *conflictuelle*.

La transition "*spontanée*" s'est souvent réalisée dans le démantèlement des coopératives agricoles (et aussi dans la destruction des installations) et dans la liquidation des grandes exploitations étatiques, alors que la transition *conflictuelle* s'est exprimée dans les modalités par lesquelles s'est réalisé le droit de propriété de la terre et des entreprises.

Telles caractéristiques ont déterminé le "modèle" albanaise d'agriculture. En effet, les nécessaires mesures de privatisation des structures productives et de libéralisation des prix, leurs modalités de mise en oeuvre - conjointement à l'absence de subsides aux producteurs et de barrières tarifaires - ont fait de l'agriculture albanaise un cas, peut-être unique, de libéralisme appliqué au secteur primaire.

Cette extrême déréglementation a été la conséquence d'un processus de décollectivisation qui a précédé la législation sur la privatisation (Mathijs Swinnen, 1998). Donc, la diffusion autant rapide que spontanée du "privé" dans l'agriculture s'explique par la fait que dans ce secteur, outre la facilité relative de s'approprier au moins la terre, on ne doit rien "payer" aux anciens propriétaires étant donné qu'en Albanie, le critère de la restitution à leurs propriétaires des terrains, collectivisés par le régime communiste, ne pouvait pas être appliqué d'une manière générale (Swinnen, 1997, pp. 80-82). Mais, quelles en ont été les conséquences? L'effet plus immédiat a été la diminution de la productivité du travail agricole qui, au début des années 90, a été la conséquence de la diminution de la production.

Mais la diminution de la productivité agricole est en rapport surtout avec la structure foncière déterminée par la loi qui a reconnu la propriété privée de la terre ou, plus précisément, par la méthode utilisée pour privatiser la terre agricole qui, jusqu'à 1990, était presque entièrement collectivisée. En Albanie, en effet, le critère adopté pour des raisons historiques et d'opportunité politique fut la distribution de quotes-parts égales par tête, tandis que dans les autres Pays de l'Europe Orientale a prévalu le critère de la restitution aux anciens propriétaires ou aux travailleurs agricoles (Cungu-Swinnen, 1999). Le résultat fut une fragmentation et une parcellisation de la propriété foncière sans égales en Europe. Un grand nombre de petites exploitations familiales surgit, en majorité d'autoconsommation, qui jusqu'à présent en caractérisent la structure. Selon le Recensement Général de l'Agriculture de 1998, la superficie des exploitations agricoles privées est passée de 0 à environ 467.000 ha, avec une superficie moyenne inférieure à un hectare (0,85) (INSTAT, 2000).

Les modalités qui ont accompagné la privatisation de la terre ont déterminé une augmentation d'employés agricoles et de petites et très petites exploitations. Celles-là sont caractérisées par une production destinée à l'autoconsommation, par une insuffisante dotation en moyens d'équipement et en patrimoine zootechnique et, donc, par une faible capacité d'accumulation qui, ajoutée à la possibilité quasi inexistante d'accès au crédit, ne permet pas la recherche d'une plus grande autonomie des exploitations. On peut déduire que la prépondérance d'une structure productive et d'entreprise faible est la conséquence des conditions initialement citées. Dans ces conditions il était nécessaire d'intervenir sur la structure foncière préexistante. Probablement, la structure foncière et agraire aurait eu une dynamique différente si, tout en offrant la disponibilité physique de la terre, on avait donné une plus grande disponibilité institutionnelle.

L'introduction d'institutions juridiques pour le respect des droits de propriété et pour les transactions de marché, c'est-à-dire les institutions qui favorisent le développement du marché foncier et des loyers, du crédit et des services agricoles, la réorganisation des marchés en amont et en aval du secteur primaire à travers l'associationnisme parmi les producteurs peut faciliter la transformation de l'agriculture plus que ne le permettraient les modalités spécifiques de privatisation foncière. Ce qui manquait durant les dix dernières années c'est le manque, d'un côté, d'une reconnaissance de la transférabilité des droits ou la prédisposition des conditions institutionnelles à favoriser le bon fonctionnement et l'existence-même des marchés et, de l'autre, d'une politique active pour la promotion de formes d'organisations économiques visant à promouvoir une amélioration de la productivité et de la qualité des productions et une gestion de long terme des activités économiques.

On retrouve les raisons de ces insuffisances dans les événements, souvent troublés, qui ont caractérisé l'histoire récente de l'Albanie et qui en ont déterminé l'irrésolution à prendre des décisions au niveau politique et institutionnel. Cela s'est répercuté au niveau opérationnel dans la gestion de l'économie marquée jusqu'à présent par la mise en oeuvre de mesures de stabilisation macroéconomiques sans s'étendre à des mesures d'adaptation structurelle.

Pour permettre, par contre, au mécanisme de marché de fonctionner et saisir toutes les potentialités que l'économie de marché offre, sont nécessaires des interventions qui tendent à modifier et à moderniser les structures des exploitations ainsi que celles de leur environnement. La raison essentielle d'une telle exigence est dans l'organisation efficiente de la production qui, par le mécanisme de marché, atteint plus facilement l'allocation optimale des ressources. Au même temps, l'on introduit des innovations dans la croissance et l'on soutient le changement. Tenant compte des conditions actuelles, des fortes contraintes et des faiblesses structurelles dans lesquelles l'économie albanaise opère, quelles innovations est-il opportun de cibler?

On exclut un processus de développement original car ce dernier exige de grandes capacités d'entrepreneuriats, d'organisation et de créativité ainsi qu'un degré élevé d'organisation de l'État, conditions difficiles à réunir lorsqu'il s'agit d'économies arriérées. L'Albanie, cependant, renferme de bonnes opportunités pour entreprendre un parcours de développement fondé sur l'assimilation d'innovations et de procédés productifs importés. Il faut bien préciser que ce développement "dérivé" ou par imitation ne signifie pas absence complète d'innovations. Dans le secteur zootechnique, par exemple, il peut s'agir d'amélioration de races autochtones à travers des interventions de sélection, de contrôles sanitaires, d'alimentation plus rationnelle, etc., qui exigent des choix appropriés de la part des agents privés et des actions cohérentes de la part des pouvoirs publics. Pour cela, la mise en oeuvre d'un programme, nécessairement à long terme, implique des investissements dans un autre type d'innovations auxquelles l'on reconnaît un rôle central dans le processus de développement économique. Il s'agit d'investissements en capital humain visant à valoriser les capacités spécifiques des sujets. Chaque individu devrait exécuter son travail sur la base de ses connaissances et s'engager de

manière à “(les) étendre sur le processus productif dans lequel il est impliqué pour y contribuer, par la suite, de manière plus forte” (Barca-Brioschi, 1995, p.21).

En définitif, l'hypothèse de développement dérivé ne s'assimile pas à un développement purement dépendant. Elle prend en compte les limites d'une économie incapable de compétir avec d'autres plus efficaces et plus avancées. En outre, cette hypothèse souligne que, si l'on parle d'investissements, on ne doit pas se référer aux seuls investissements en biens de capitaux. Ceux-ci sont importants pour la reconstruction de l'économie albanaise, mais ils ne la font pas sortir de la logique du “modèle extensif”. En effet, innovations et investissements améliorent les capacités pour exécuter des travaux déterminés, identifier des problèmes, rechercher des améliorations dans l'organisation du travail. Ils offrent un nouveau domaine d'intervention de l'État et traduisent le fait que leur soit reconnu un rôle économique différent. Le développement dérivé exige une intervention active de l'État, surtout dans les pays où l'initiative privée est faible. L'action de l'État sera plus efficace si l'économie de marché exerce des fonctions qui ne concernent pas seulement l'allocation efficiente des ressources, mais aussi la détermination des parcours de développement et de changement socio-économique.

Pour comprendre l'expérience albanaise de la décennie 90, caractérisée par l'échec du marché surtout dans la gestion des “biens de position” et des “biens publics”, il est important sans doute d'individuer le rôle différent de l'état dans la régulation du système économique et, en même temps, la réorientation du comportement individuel dans une société qui historiquement fonde son *ethos* sur la famille (élargie) plus que sur la responsabilité individuelle.

La discussion qui suit traitera ces aspects ainsi que la recherche d'un rôle différent de l'État.

#### **4. LE RÔLE DES VALEURS ET DES LIAISONS INFORMELLES DANS LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ EN ALBANIE**

Le processus de changement est en soi-même contradictoire. Dans certaines sociétés il faut reconnaître l'existence de contradictions et leur acuité dans des phases historiques particulières. L'Albanie, de ce point de vue, peut être définie un lieu de contradictions et de complexités.

Dans une économie où la population rurale et la petite exploitation familiale sont majoritaires, les règles de comportement ne sont pas toujours inspirées de la recherche du profit individuel, mais doivent refléter les rapports intérieurs et la structure de la famille. Donc, considérer la recherche du profit maximum comme l'unique motivation de la conduite humaine dans les activités économiques pour la raison qu'elle soit prédominante, n'est pas explicatif pour une situation économique et sociale beaucoup plus complexe. Il s'agit de rechercher une meilleure orientation du comportement individuel qui, à défaut de coercition, se fonde sur une éthique sociale intériorisée. Puisque le changement ne peut pas concerner les objectifs que les sujets se proposent d'atteindre mais les modalités par lesquelles on poursuit les objectifs, il s'ensuit que les résultats seraient divers si le comportement des sujets, basé sur l'intérêt privé, était guidé par un sentiment qui dénote de la conscience de participer à une construction collective. Un comportement divers de la part des sujets serait favorisé s'ils étaient conscients des issues d'un marché caractérisé par des valeurs d'honnêteté et de confiance et régi par des critères de justice distributive.

Il est à constater que dans la société albanaise, depuis une longue période de contraintes, a manqué précisément cette intériorisation de l'obligation sociale, laquelle a eu l'effet d'une nonchalance accentuée des intérêts collectifs. Elle est passée d'une situation dans laquelle la collaboration à la construction sociale était obligatoire à une autre dans laquelle la collaboration volontaire s'est réduite à sa plus simple expression. Dans cette “atrophie des valeurs publiques” on souhaiterait un développement de ces organisations institutionnelles lesquelles comptent moins sur l'intérêt personnel et plus sur les valeurs communautaires et l'esprit civique. Si ces derniers ne sont pas pratiqués à la longue, ils s'atrophient. L'expérience albanaise démontre qu'une économie dans laquelle les valeurs publiques manquent - soit “lorsqu'ils ne sont pas pratiqués et demandés suffisamment par le régime socio-économique”, soit lorsqu'“ils sont trop activés et comptent excessivement” (Hirschman, 1987, p. 128), l'économie s'appauvrit.

Mais il y a une autre raison qui justifie l'emphase mise sur l'amélioration des valeurs communautaires et de l'esprit civique. L'enracinement éthique peut contribuer à orienter et à améliorer le comportement individuel. Nous pouvons retrouver dans cet ensemble de normes coutumières codifiées chez *Kanun*, opportunément dépurées de ces aspects qui reflètent une forme d'organisation sociale fonctionnelle pour une économie agricole traditionnelle et orientée vers la conservation de la famille et de la communauté de

village. Le *Kanun* étant un code d'autorégulation dont les obligations sont définies pour discipliner les rapports entre les membres des communautés de village, mais aussi de l'entière nation, il s'agit d'une véritable institution. Elle représente une structure institutionnelle informelle qui a le but de réduire l'incertitude et détermine une structure stable de relations sociales. Le *Kanun*, donc, peut être considéré comme la réponse d'une société à l'exigence de réglementer, en l'absence de l'état, les rapports sociaux et économiques sur la base du principe selon lequel l'individu est fonction de la famille. La responsabilité étant toujours collective (Capra, 2000), la valeur de l'individu n'est pas considérée en soi, mais dans le contexte familial.

Le problème que nous proposons n'est pas de reprendre à la lettre ce code éthique, mais d'en remettre en valeur le système de principes de morale civile, mettant en évidence les aspects de modernité. Certainement, ces "caractères originaux" de l'histoire et de la culture albanaise n'ont pas facilité la compréhension et la réalisation des structures de l'économie de marché. Toutefois, une relecture, adaptée aux temps changés, peut contribuer à atténuer l'individualisme exaspéré qui a caractérisé la période de transition.

La discussion faite jusqu'ici nous permet d'affirmer que les problèmes économiques de l'Albanie concernent l'ajustement structurel et le changement institutionnel, outre la question de la qualité. La qualité de l'économie de marché peut être améliorée si elle se base sur des "biens publics", comme la confiance et le sens civique et encore si les comportements individuels sont imprégnés de valeurs éthiques, comme l'honnêteté, la transparence: elles constituent la précondition pour l'affirmation de ce système économique.

Dans le processus de changement en cours en Albanie, la coexistence de modernité et de sous-développement s'exprime dans un dualisme au niveau des comportements individuels et de groupe. À côté de comportements "modernes", on peut en constater d'autres attachés à la tradition. Ces derniers, présents dans les régions internes, reflètent des situations de "clôture" des communautés de village. Si cette caractérisation constitue selon une certaine vision de la modernisation un présumé obstacle au développement, quelques fois elle peut se transformer en avantage. Les situations qui paraissent de clôture peuvent, au contraire, se transformer en situation d'"ouverture" de ces communautés. Ceci se vérifie lorsqu'elles exaltent ses variables manquantes dans l'actuelle phase de transition, telles la confiance réciproque, la réputation, l'identification de chacun dans la famille, l'identité du clan, le pouvoir exercé par la personne âgée reconnue comme chef dans le village et la conséquente constitution de hiérarchies.

En Albanie, le passage radical d'un régime politique à un autre a déterminé une situation dans laquelle les structures informelles, et non les institutions et les règles formelles, tendent à favoriser le développement d'un réseau dense de relations sociales. Les obligations informelles, surtout lorsqu'elles sont empruntées de stabilité, ont le but de réduire, dans un milieu institutionnel faible, les coûts de ces réseaux de relations. Donc, le changement en acte ne peut pas être compris pleinement sans faire référence à la survie et à l'enracinement social des contraintes informelles. Ces contraintes sont des sources importantes de continuité des relations sociales et des rapports d'échanges. Ils font partie intégrante de cette transmission à travers le temps de valeurs, de connaissances, de normes et conventions qui influencent les comportements individuels. Pour ces raisons les contraintes informelles peuvent se considérer comme éléments constitutifs de la culture de la société (North, 1994, pp. 65-76).

A partir de ce discours, l'on comprend la vraisemblance de l'hypothèse sur ces valeurs et ces forces. Dans des périodes déterminées et dans certains processus historiques elles ont été responsables de la stagnation et du développement, alors que dans d'autres périodes et d'autres contextes, elles peuvent déterminer un changement progressif. Ceci nous permet de relever la nature intrinsèquement ambivalente de l'opération d'individuation et de classification des facteurs qui favorisent ou empêchent le développement. Cependant, toute hypothèse de développement contient en elle-même ce "vieux paradoxe du changement" (Hirschman, 1990, pp. 124-125).

L'un des facteurs qui peut favoriser le développement économique peut être repéré dans l'exploitation familiale. Elle caractérise la structure sociale de l'agriculture albanaise. Pour son rôle, en particulier, la famille peut promouvoir non seulement une croissance de la production agricole mais aussi une organisation productive fondée sur un modèle d'exploitation à dimension familiale.

Il faut partir de la constatation que la structure des exploitations agricoles se base sur des unités productives familiales de petites dimensions, souvent d'auto-consommation. Même les exploitations les plus grandes n'atteignent pas, normalement, une dimension qui détermine ce niveau d'accumulation nécessaire pour élever leur degré d'autonomie.

Toute hypothèse de développement de l'agriculture et de la zootechnie doit tenir compte de ces contraintes structurelles. En Albanie, autant pour les événements plus récents que pour ces liaisons avec le passé, la pression de ces contraintes sur le choix des agents est, peut-être, plus forte que celle que l'on aurait normalement dans d'autres réalités économiques. Pour ces raisons, toutes les actions entreprises par des sujets pour développer les unités productives peuvent être comprises si nous nous référons à l'influence des structures préexistantes et à la dépendance du parcours historique effectué par les individus, par les organisations et par la société. L'histoire a une importance considérable pour expliquer les raisons pour lesquelles l'agriculture et la zootechnie des Pays balkaniques se trouvent dans une situation de faiblesse structurelle et organisationnelle.

Comme exemple, considérons un détail considérable pour toute hypothèse de développement de l'économie de l'élevage zootechnique en Albanie: le manque d'ajustement technologique des exploitations zootechniques. Il n'y a pas d'explication appropriée en relation avec leur capacité insuffisante d'accumulation et avec leurs carences du système de crédit. Il faut considérer aussi les conditions spécifiques de marché dans lesquelles les exploitations agissent, leurs préexistantes structures, leurs dimensions et particularités. Bref, il est nécessaire de considérer l'histoire des marchés dans lesquels elles sont insérées. En d'autres termes, en évaluant les susdites particularités dans une dimension temporelle, nous pourrions comprendre le degré de progrès technique introduit et, donc, le niveau de spécialisation atteint par ces exploitations. Ce dernier est souvent acquis par un processus d'apprentissage à force d'expériences qui, par leur nature-même, exigent du temps.

Considérant les exploitations comme des institutions qui utilisent des *routines* technologiques et organisationnelles, et en abondant dans le sens du résultat des connaissances acquises précédemment et expérimentées, nous pouvons expliquer leur comportement par rapport au changement technologique. Leur réponse, quand on aborde un problème, ne consiste pas toujours en l'activation d'un processus dans lequel on cherche à substituer les anciennes routines par de nouvelles, mais aussi en activant un processus d'imitation. Donc, seulement dans une perspective qui considère l'organisation comme un processus d'apprentissage, nous sommes à même d'utiliser les décisions précédentes pour expliquer les suivantes. Il est possible d'exprimer "le modèle de changement des décisions de chacun comme le résultat d'un processus d'apprentissage produit par l'expérience (des décisions) au fur et à mesure qu'il se forme" (Kirzner, 1997, p. 76).

Voulant vérifier cette approche en l'appliquant à l'agriculture albanaise, nous remarquons que, dans une situation caractérisée par des contraintes structurelles et institutionnelles, celles-ci sont plus serrées que celles existantes dans un contexte plus favorable à la naissance et à la croissance des exploitations. Il est difficile de découvrir la relation biunivoque existante entre le développement *autour* d'une exploitation et le succès d'une initiative économique. En Albanie on a une situation semblable à celle de beaucoup de pays sous-développés. En effet, "une exploitation peut vivre comme un avant-poste solitaire pour un laps de temps considérable, avant que les effets de connexion n'induisent d'autres initiatives pour s'unir à elle" (Hirschman, 1988, p. 135). Le milieu environnant est défavorable au développement. Les pressions provenant des relations de complémentarité et de concurrence avec les autres exploitations ne sont pas une stimulation à l'efficacité ou à l'expansion de chaque entreprise. Et encore, les entreprises ne peuvent pas compter sur des stimulations extérieures. Il est nécessaire de constituer à l'intérieur de la même entreprise les pressions qui permettent d'affronter les plus grandes difficultés et faire face ainsi aux nouvelles initiatives économiques. Pour leur résolution on "*doit faire appel à quelque influence progressive supposée déjà active dans la société au sein de laquelle l'initiative opère*" (ibidem).

Avec une structure sociale caractérisée par la prédominance de la petite exploitation familiale et par le modèle de la famille élargie, en tant qu'unité décisionnelle de base plus fréquente dans le domaine économique, nous pouvons rechercher la sus-nommée *influence progressive* dans l'incidence que la famille élargie exerce sur les comportements individuels et de groupe. Voilà les raisons essentielles confirmées par une recherche menée auprès des exploitations agricoles (pour plus de détails, Distaso-Leksinaj, 2002) qui nous porte, d'un côté, à avancer l'hypothèse que le développement de l'agriculture s'oriente vers une stratégie de développement et d'affirmer, de l'autre, qu'il peut être utile déterminer les avantages potentiels du modèle prédominant de famille.

Avant tout, il ne peut pas affirmer, *a priori*, que la famille élargie, par rapport à la famille mononucléaire, empêcherait le développement parce qu'un tel modèle tendrait à affaiblir les stimulations individuelles et à empêcher les motivations acquises nécessaires pour accroître l'esprit d'initiative.

Un avantage peut dériver du type de relations réunissant les membres de la famille élargie. Les

comportements et les tâches qu'ils assument sont orientés vers la coopération. L'exploitation familiale, parfois de dimensions plus grandes que la moyenne mais exploitée par des critères basés sur la coopération entre ses membres, peut rester à gestion directe sans se transformer en entreprise capitaliste génératrices de complications telles le recrutement d'une main-d'œuvre externe ou la tenue d'une comptabilité. En outre, cette typologie offre aux membres de la famille la possibilité d'employer les ressources dans un but non seulement de consommation mais aussi d'investissement. De même, ces membres peuvent être stimulés à s'engager davantage dans l'activité de production et d'organisation de l'exploitation familiale vu l'obligation de répartir les fruits de leur travail.

## 5. À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT

La discussion menée jusqu'ici a mis en évidence qu'il n'est possible de bâtir une quelconque hypothèse de développement de l'agriculture en Albanie en employant uniquement des critères dont l'objectif se limite à la démonstration du niveau d'efficacité technique et économique atteinte. Si le problème se résolvait dans ces termes, il suffirait de favoriser une utilisation plus efficace des ressources disponibles. L'analyse développée nous porte, au contraire, à en saisir toutes les implications et à penser que l'hypothèse de développement avancée pourra trouver des possibilités de mise en oeuvre si les conditions "environnementales" dans lesquelles les agriculteurs opèrent changent. Ceci entraîne vers une faiblesse structurelle du secteur agricole qui ne se résout pas par des exploitations agricoles qui jouissent davantage de ressources matérielles, telles que services et infrastructures quasi inexistantes. La complexité de la situation économique requiert aussi une augmentation dans la dotation en ressources "immatérielles". Après une décennie de transition, en effet, les ressources dont on perçoit une grande carence sont constituées par ces "biens publics" qui, comme l'identité nationale, ont représenté pour les Albanais une réserve identitaire leur servant durant les moments les plus difficiles de leur histoire à se préserver en tant que peuple.

Cette explication étant basée sur des raisons de nature historique et politique, nous voulons nous pencher sur une autre explication qui nous semble plus appropriée à la situation actuelle. Elle serait motivée par la faible *identification* des intérêts des producteurs avec ceux de la société. Cette carence d'identification qui est, au fond, un reflet de la perte de l'identité collective dans ce pays doté depuis toujours d'une forte identité nationale, semble aboutir après les événements qui ont marqué son histoire récente.

Par rapport à l'objectif de notre discours, nous pouvons affirmer, sur la base de l'analyse effectuée, que ce qui manque n'est pas l'exploitation agricole mais le système d'exploitation. Le manque d'un système d'exploitations est dû essentiellement au manque de coopération entre les opérateurs, à cause d'une confiance insuffisante, surtout dans les institutions. Ceci est valable du point de vue de l'évolution récente de la compétition au niveau international. Elle a déterminé dans les systèmes économiques une situation par laquelle le pivot fondamental n'est plus l'entreprise particulière, mais le système d'exploitations. Dans un système économique ouvert, le problème de l'efficacité, particulièrement celle de son environnement, demeure le problème crucial de chaque entreprise. Un milieu développé est favorable à l'initiative ainsi qu'à l'efficacité et à la croissance de l'entreprise. La compétitivité dépend de la réalisation de projets complémentaires et de l'existence d'effets de connexions en aval et en amont induits par la première initiative (Hirschman, 1968).

L'une des conséquences de cette compétition concerne la croissance d'un nouveau type d'incertitude. La nouveauté, dans la situation actuelle, est que l'incertitude se répercute non seulement au niveau individuel mais aussi au niveau collectif.

Les contraintes déterminées par les situations dans lesquelles l'incertitude a un rôle prééminent n'a de répercussions que sur les choix individuels et parfois aussi collectifs et, pour en finir, sur les choix de politique économique. Si les intérêts des individus reflètent des choix de courte durée c'est à dire pour tirer des profits immédiats, rapprochant les coûts soutenus des avantages reçus l'incertitude est réduite ou carrément nulle. Lorsqu'au contraire, les intérêts s'étalent sur une longue période, ils représentent des choix et des objectifs individuels qui, par leur nature, sont caractérisés par l'incertitude.

Les intérêts de courte durée prévalent sur les périodes et sur les situations de perte d'identité collective. Lorsque ceci se vérifie, un pays peut aussi croître, mais sa croissance sera probablement -par exemple dans le système économique albanais - désarticulée et non conforme. Les déséquilibres et les désavantages de ce type de croissance sont évidents, surtout au niveau social, car il réduit le sens de responsabilité collective. Pour sortir de cette situation il faudrait oeuvrer pour que les intérêts de longue

durée prévalent sur ceux de courte durée. Ils sont le produit d'un processus social qui se construit par la participation active et consciente des sujets. Le problème, alors, concerne les possibilités d'atteindre une situation dans laquelle l'incertitude collective, et non seulement individuelle, se réduit ou s'annule même. Dans cette période historique l'incertitude devient un résultat non-prédéterminé de l'action collective. Pour être un fait collectif, elle ne peut être ramenée à une certitude par l'opération basée sur la prévisibilité d'événements externes. Elle "est essentiellement incertaine en ce qui concerne la stabilité d'une entité collective de référence", au sens que "plus un individu ressent que le cours d'une de ses actions est exposé à l'incertitude, plus il sera porté à adhérer à une entité collective capable de déterminer des buts futurs, et il opérera pour que cette collectivité soit stable et durable" (Pizzorno, 1983, p. 32). La raison principale concerne l'identité d'un individu, ou d'une catégorie sociale ou productive qui se base sur la possibilité de s'identifier avec d'autres individus ou des groupes sociaux. Participer à une *collectivité identifiante* permet aux agents de mieux définir leurs intérêts et de valoriser leurs actions. La nécessité d'y impliquer les valeurs est une évidence. Donc, la logique de l'identification prévaut sur la logique de l'utilité et du profit individuel, l'incertitude que nous pouvons appeler "incertitude des valeurs" se réduit, ou mieux, s'annule. La logique de l'identification prévaut si les sujets sont guidés à des comportements et dans des choix et principes qui s'inspirent des valeurs de la loyauté.

Celle-ci peut être prise comme mesure de l'identification: "l'on atteint le plus haut le degré lorsqu'une personne agit avec d'autres pour les mêmes buts collectifs à un coût égal à zéro" (Pizzorno, 1986, p. 9). Il s'ensuit que la transparence des processus économiques, la diffusion des informations sont essentiels pour élargir la même sphère des transactions de marché et réduire les états d'incertitude.

Les implications du discours précédant ne sont pas difficiles à percevoir. Elles concernent surtout un espace inédit pour les interventions politiques en économie et, plus en général, pour la reconnaissance d'un nouveau rôle économique de l'état. L'action politique ne devrait pas se limiter à la traditionnelle activité d'allocation des ressources et des transferts sociaux. Elle devrait s'étendre à *constituer ou à reconstituer des identités collectives*. Ainsi seulement les intérêts individuels en jeu peuvent être canalisés dans un projet de construction d'une société plus juste et solidaire. Outre la favorisation de l'efficacité, l'on doit donc reconnaître à l'action politique le rôle autant important que celui tendant à "produire des symboles qui servent aux membres d'une collectivité pour se reconnaître tels, communiquer leur solidarité, concorder leur action collective" (Pizzorno, 1983, p. 33). Bref, l'action de la politique devrait comprendre, non seulement la définition et la régulation d'intérêts de longue période, mais aussi la construction et le renforcement d'identités collectives.

Considérer et valoriser ce détail de la politique c'est reconnaître que les interventions de politique économique n'ont pas toujours les mêmes effets. Dans quelques pays ils ont un certain effet, dans d'autres ils en ont l'opposé. L'action de la politique doit s'inspirer de la conscience des sujets qui ne répondent pas mécaniquement aux stimulations extérieures. Voilà la complexité du discours économique. Nous avons cherché de l'affronter en élargissant la discussion aux variables qui reflètent la "culture" de la société. Nous avons été portés à cet élargissement par la complexité intrinsèque de la situation économique et sociale, telle qu'illustrée par un pays comme l'Albanie.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Barca F., Brioschi F. (1995), "Allocazione della proprietà e del controllo ed efficienza economica", in Ranci P. (ed.), *Diritti di proprietà e privatizzazioni*, Bologna, Il Mulino, pp. 15-48.
- Capra S. (2000), *Albania proibita. Il sangue, l'onore e il codice delle montagne*, Milano, Mimesis.
- Cungu A., Swinnen J.F.M. (1999), "Albania's Radical Agrarian Reform", *Economic Development and Cultural Change*, 3, pp. 605-619.
- Distaso M., Leksinaj E. (2002), *Analisi dei processi di cambiamento socio-economico e modalità di sviluppo dell'economia zootecnica in Albania*, Progetto INTERREG 2 Italia-Albania, Bari, Dipartimento di Produzione Animale, Università degli Studi di Bari, (à paraître).
- Hirschman A.O. (1968), *La strategia dello sviluppo economico*, Firenze, La Nuova Italia.
- Hirschman A.O. (1987), *L'economia politica come scienza morale e sociale*, Napoli, Liguori.
- Hirschman A. O. (1988), *Come complicare l'economia*, Bologna, Il Mulino.
- Hirschman A. O. (1990), *Come far passare le riforme*, Bologna, Il Mulino.
- INSTAT (2000), *Regjistrimi I Pergjithshem I Njesive Ekonomike Bujqesore*, Tirane.
- Kirzner I. M. (1997), *Concorrenza e imprenditorialità*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- Mathijs E., Swinnen J.F.M. (1998), "The Economics of Agricultural Decollectivization in East Central Europe and the Former Soviet Union", *Economic Development and Cultural Change*, 47 (1), pp. 1-26.

- North D.C. (1994), *Istituzioni, cambiamento istituzionale, evoluzione dell'economia*, Bologna, Il Mulino.
- Pizzorno A. (1983), "Sulla razionalità della scelta democratica", *Stato e Mercato*, 7, pp. 3-46.
- Pizzorno A. (1986), "Sul confronto intertemporale delle utilità", *Stato e Mercato*, 16, pp. 3-25.
- Sylos Labini P. (2000), *Sottosviluppo. Una strategia di riforme*, Roma-Bari, Laterza.
- Swinnen J.F.M. (1997), "Privatizzazione e decollettivizzazione nell'agricoltura dell'Europa centro-Orientale", *La Questione Agraria*, 65, pp. 75-96.
- Trzeciak-Duval A. (1999), "A Decade of Transition in Central and Eastern European Agriculture", *European Review of Agricultural Economics*, 26 (3), pp. 283-304.